

Avec l'assassinat de Georges Besse, la France redécouvre LE PROGRAMME

A comme Audran, B comme Blandin, comme Brana, comme Besse... La liste noire d'Action directe, c'est désormais de jeunes femmes qui la mettent à jour. Avec une froideur et une précision de pros. Qui les forme ? Qui les manipule ? Quelle est leur histoire ? René Backmann et Jean-Paul Mari ont mené l'enquête

Elle s'est tournée vers l'autre et lui a dit : « C'est bon, on y va ! » Les deux jeunes femmes attendaient sur le trottoir. Face au cimetière. A cet instant précis, Georges Besse croit encore qu'il n'est qu'un chef d'entreprise nationale en difficulté. Le PDG de Renault ne sait pas qu'il incarne d'abord une cible politique privilégiée. Un grand commis de l'industrie d'Etat. Un numéro un à exécuter.

Elles ont entre 25 et 30 ans et tiennent une arme de gros calibre à la main. Il a 58 ans et rentre chez lui, ses journaux sous le bras. Son chauffeur vient de le déposer à une cinquantaine de mètres de son domicile, au numéro 16 du boulevard Edgar-Quinet, à Paris. Au sixième étage, l'appartement donne sur la rue. Un homme, commandant de bord dans une compagnie aérienne, regarde la télé. « Cocoricocoboy » vient à peine de se terminer : il est un peu plus de 19 h 55. Au début, le pilote a cru entendre claquer des pétards d'enfant. La vie de Georges Besse s'est arrêtée devant le numéro 14. La première balle de 9 mm lui traverse l'épaule. Il s'effondre. La deuxième balle est tirée à la base du cou, la dernière dans le crâne. Au sol, à bout portant. « Tu crois que c'est le bon ? », a demandé l'une. « Oui, c'est sûr », a répondu l'autre. Détermination à tuer : deux balles sur trois étaient mortelles. La première femme a tiré, la seconde s'avance vers une passante, pétrifiée, et menace : « Toi, casse-toi ! »



De son balcon, le pilote balaie le boulevard d'un regard attentif et professionnel. A droite du cimetière, un jeune homme sprinte, « blousson blanc, cheveux longs, blonds, ondulés. Pas l'air d'un témoin effrayé, plutôt d'un homme en fuite ». Et puis là, à gauche du boulevard, les deux femmes qui disparaissent manteaux au vent. Une heure plus tard, ils sont des dizaines à scruter l'empreinte d'un homme détournée à la craie, les douilles dans le caniveau et cette flaque sombre à hauteur de la tête. Les flics sont tendus à craquer. La cible, le style, le « mode opératoire »... Tout le monde a déjà compris.

Action directe a encore frappé. Simple confirmation : les tracts retrouvés le lendemain au métro Raspail portent l'étoile à cinq branches caractéristique de la mouvance internationale d'Action directe ; ils sont signés « *Commando Pierre Overney* » ; du nom du militant maoïste abattu en 1972 par un vigile de Renault-Billancourt. En ce temps-là, les tueuses du boulevard Edgar-Quinet étaient encore des gamines, c'était il y a quatorze ans.

Depuis lors, il est vrai que le terrorisme se conjugue aussi au féminin pluriel. En France et à l'étranger. Hélyette Besse — singulière

le terrorisme intérieur

LE DES TUEURS



Lundi
soir,
boulevard
Edgar-
Quinet

● **Georges Besse abandonnait souvent la R 25 grise de service pour conduire sa Renault 11. Il voulait mener une vie normale, aller au cinéma, se promener...**

homonyme —, 53 ans, surnommée la Vieille, a participé à la création d'Action directe, Nathalie Ménigon, 29 ans, est la compagne de Jean-Marc Rouillan, fondateur du mouvement. En Italie, Suzanna Ronconi, 32 ans, fille d'officier, membre de la direction stratégique des Brigades rouges, a participé à la fondation de Prima Linea. Elle incarne dix ans de terrorisme italien. Et au Japon, l'Armée rouge a été dirigée par une jeune femme. Elles sont présentes tout au long de la chaîne : de la conception à l'action. Jacqueline Esbert (FARL) est recherchée pour l'assassinat d'un diplomate

israélien à Paris. Sana Mehdli, jeune Libanaise, s'est jetée avec son camion kamikaze contre un convoi israélien au Sud-Liban. Exception ? Minorité ? Plus maintenant. En RFA, neuf des dix-huit terroristes dont les portraits sont affichés dans tout le pays sont des femmes. La célèbre Fraction Armée rouge est dirigée notamment par Barbara Meyer. Inge Viêt, 42 ans, militante du mouvement, est accusée de meurtres et d'enlèvements. Ulrike Meinhof, morte en prison, avait fait évader, arme au poing, Andreas Baader.

Encore ? Un soir d'août 1985, Barbara

Meyer se laisse séduire par un soldat américain dans une boîte de nuit de Wiesbaden. A l'aube, le GI est retrouvé dans la forêt. Assassiné. Ses papiers d'identité servirent à pénétrer sur une base US pour y faire exploser une bombe.

Dernier exemple : Susan Albrecht a porté des fleurs à un banquier, Jurgen Pontau. La jeune terroriste l'a assassiné. Personne ne se méfiait d'elle. Le banquier était son oncle.

A Paris, les deux jeunes femmes — probablement françaises — n'ont pas innové. Mais l'exécution de sang-froid de Georges Besse n'en constitue pas moins un nouveau défi sanglant à l'Etat. A plusieurs milliers de kilomètres de là, François Mitterrand a immédiatement suspendu ses activités officielles. Le dîner prévu avec Thomas Sankara, président du Burkina Faso, a été retardé de vingt-cinq minutes. Après un long entretien avec Paris, François Mitterrand a rédigé un communiqué de sa main : « *La France perd avec Georges Besse un numéro un.* » Le président a compris ; le coup porté l'est au plus haut niveau de l'appareil d'Etat. Il suffit d'observer le visage de Jacques Chirac venu ce soir-là sur les lieux de l'attentat. Décomposé, la bouche crispée, un fond d'incrédulité dans le regard. Porteur douloureux d'une blessure profonde. « *Jamais je ne l'avais vu comme cela depuis trente ans !* », reconnaît l'un de ses proches.

Le traumatisme persiste. Quand le Premier ministre arrive peu après 22 heures à la soirée organisée par « Paris-Match » où il doit recevoir un oscar des « Français de l'année », il n'a pas envie de cacher son émotion. « *J'en sors, c'est épouvantable, lâche-t-il. Le corps de Besse était tombé devant la porte. Ses enfants ont dû l'enjamber...* » Autour de la table, les personnalités invitées l'entendront répéter : « *C'est horripilant, il n'y a que des bêtes qui se conduisent comme ça.* » Jacques Chirac n'emportera pas son oscar. Il quittera rapidement la soirée. L'heure n'est pas aux mondanités.

Action directe n'a pas seulement revendiqué quatre-vingts attentats à l'explosif contre des bâtiments symboles, elle a aussi, depuis deux ans, commencé à égrèner un alphabet tragique. A comme René Audran, 56 ans, directeur des affaires internationales à la Défense, tué de huit balles de 11.43 devant son domicile de La Celle-Saint-Cloud, le 25 janvier 1985, à 20 h 30. B comme Henri Blandin, contrôleur général des armées, qui a échappé à

Nos lecteurs retrouveront, la semaine prochaine, l'éditorial de Jean Daniel.

→ la mort le 26 juin 1985 à 8 h 45, grâce à la présence d'esprit de son chauffeur. B encore comme Guy Brana, vice-président du CNPF, qui a survécu le 15 avril 1986 à 7 h 15 aux tirs croisés de deux hommes postés près de son domicile. Et B toujours comme Georges Besse, la dernière victime d'Action directe. La pause d'avril à novembre a duré six mois à peine.

Fait nouveau, les deux dernières cibles étaient des patrons. En 1983, 14 % des cibles du terrorisme mondial étaient des hommes d'affaires. Deux ans plus tard, les chiffres dépassaient les 27,3 %. Un grand patron devrait savoir lire ce genre de courbes. A, B... le danger ne pouvait être plus évident. Pourtant, Georges Besse avait refusé toute protection. Dès son arrivée à la Régie, sa première mesure d'éco-

nomie avait été de mettre un terme au projet d'une nouvelle voiture blindée. Déjà, on avait vendu l'hélicoptère qui permettrait au PDG de survoler les sites Renault. Georges Besse délaissait souvent la R 25 grise de service pour conduire lui-même sa R 11. Il voulait mener une vie normale, aller au cinéma, se promener sur les Champs-Élysées...

« Georges Besse ne se sentait pas un homme public », explique un de ses amis. Plus grave : le PDG menait une vie calme, réglée, ponctuelle. L'idéal pour un groupe terroriste qui étudie longtemps à l'avance l'emploi du temps de sa victime, choisit l'heure, le lieu et les itinéraires de repli.

Lundi soir, quand le « chauffeur - garde du corps » du PDG le dépose sur le boulevard à

cinquante mètres de son domicile, on ne comprend plus. Un spécialiste n'abandonne pas ainsi sa protection. Explication ? Le chauffeur n'est qu'un employé de chez Renault que l'on a — avec le temps — baptisé garde du corps. Protection d'amateurs, meurtre de professionnels sérieux. Les dés étaient pipés. Georges Besse n'a jamais cru au danger. Désormais, aucun patron français ne pourra l'ignorer.

Depuis plus d'un mois, les policiers français savaient qu'Action directe avait l'intention de s'attaquer, en collaboration avec la Fraction Armée rouge allemande, à des personnalités politiques. Le 10 octobre, Gerald von Braummuehl, directeur du département politique au ministère allemand des Affaires étrangères, avait été assassiné à Bonn. Attentat revendiqué par le Front révolutionnaire d'Europe de l'Ouest, commando de la Fraction Armée rouge. Au cours de leur enquête, les responsables du Bundeskriminalamt (BKA), l'office de police criminelle, avaient appris qu'Action directe s'appêtait à frapper, en France, des cibles importantes et avaient prévenu leurs collègues parisiens. Les PDG des grandes entreprises nationalisées, quelques dizaines de hauts fonctionnaires et d'officiers supérieurs avaient reçu des consignes de prudence.

Tout, dans le déroulement de l'opération, montre que celle-ci a été minutieusement préparée. C'est ce professionnalisme de la méthode, autant que le choix de la victime, qui a orienté les enquêteurs vers Action directe avant même que le meurtre ne soit officiellement revendiqué, mardi soir. Depuis sa création en 1979, Action directe semblait préférer les plasticages nocturnes aux exécutions. Les seuls meurtres attribués à des militants d'Action directe entre 1979 et 1985 sont en quelque sorte des « accidents ». Le 13 mars 1982, un indicateur de police, Gabriel Chahine, qui avait « donné » plusieurs militants, est abattu chez lui de deux coups de fusil à canon scié. Le 31 mai 1983, une équipe d'Action directe en train de déménager le contenu d'une planque tombe par hasard sur une patrouille de police avenue Trudaine à Paris. Fusillade. Le brigadier Emile Gondry et le gardien Claude Caïola sont tués.

Action directe, alors, n'est déjà plus le groupuscule terroriste de la fin des années 70, lorsque autour de Jean-Marc Rouillan et de Nathalie Ménigon s'étaient rassemblés une trentaine d'anciens gauchistes. Des maoïstes, venus des NAPAP et des GARI et une poignée d'anarchistes issus du courant autonome. C'était l'époque où Rouillan, moustache tombante, cheveux longs, fasciné par la guerre civile espagnole et la Résistance, baptisait un braquage « Opération de réappropriation prolétarienne », où Nathalie Ménigon, sa compagne, venait de quitter son travail à la Société générale après avoir été exclue de la CFDT pour « gauchisme virulent ». Ils étaient les cousins de Bonnot et de Bonnie and Clyde.

Arrêtés en 1980, Rouillan et Ménigon sont libérés en 1981, le premier en vertu de l'amnis-

ANTITERRORISME

Les armes de Le Mouël

François Le Mouël



C. de Monvelin-Sygnis

« Les conférences internationales, les proclamations politiques, les réunions d'experts, tout ça c'est très bien, mais ce n'est pas avec ce genre de moyens qu'on lutte contre les terroristes. La seule arme efficace, c'est le renseignement exploité par des gens entraînés et compétents. L'Unité de Coordination et de Liaison antiterroriste (Uclat) telle qu'elle a été conçue et animée par François Le Mouël est, de ce point de vue, un outil irremplaçable. » L'homme qui parle est l'un des proches collaborateurs de Robert Pandraud, spécialiste du renseignement et de la lutte antiterroriste.

« L'important, dans ce genre d'affaire, dit-il encore, est d'aller vite, de mettre en œuvre sans attendre les moyens dont nous disposons en évitant que les différents services se marchent sur les pieds. Le jour de la tentative d'attentat contre Guy Brana, par exemple, les premières informations sur l'origine des armes et des munitions utilisées étaient au ministère de l'Intérieur en moins d'une demi-heure. A 8 heures, Robert Pandraud avait annulé tous ses rendez-vous de la matinée. A midi, il tenait un premier conseil de guerre dans son bureau avec les directeurs de tous les services et le préfet de police de Paris. L'Uclat nous avait communiqué entre-temps une bonne demi-douzaine de pistes à exploiter. »

Rattachée directement à la direction de la Police nationale, cette petite unité autonome, créée par Pierre Joxe en octobre 1984, est composée d'une poignée de fonctionnaires triés sur le volet, dirigés par François Le Mouël, ancien responsable de l'Office central de Répression du Trafic des Stupéfiants. Un « grand flic » à la silhouette de prof, réputé pour sa discrétion, son mauvais caractère et son entêtement. L'Uclat engrange, classe et recoupe depuis trois ans toutes les informations recueillies, ici et là, sur l'activité des réseaux terroristes. « Il en arrive de partout, explique un policier. De la

DST, bien sûr, des Renseignements généraux, de la PJ, parfois du Quai-d'Orsay, du ministère de la Défense, de la DGSE et du service chargé de la coopération technique, qui a de très bonnes sources d'information en Afrique, en Amérique centrale et dans les pays arabes modérés. »

La vaste organisation internationale de lutte antiterroriste, dotée de son bras armé, à laquelle rêvait autrefois Ronald Reagan, fait en réalité sourire les spécialistes. « Il ne peut y avoir de coopération internationale que bilatérale, explique l'un d'eux. L'Europe essaie depuis des années de mettre en place une politique coordonnée de lutte contre la pollution ou les incendies de forêt. En vain. Comment voulez-vous qu'elle puisse construire un dispositif centralisé de lutte contre le terrorisme, alors que des intérêts diplomatiques, politiques, économiques énormes sont en jeu ? Ce qui est indispensable, et ce qui fonctionne déjà, c'est un réseau d'alerte et d'échange d'informations, de service à service, d'une capitale à l'autre. Si nos collègues allemands détectent le passage par leur territoire d'un terroriste en route vers la France, il faut qu'ils sachent tout de suite quel service prévenir sans que le télex se perde dans les bureaux. C'est à cela que sert aussi l'Uclat. » Mais la coordination aussi a ses bavures. C'est par le journal que François Le Mouël a appris en 1984 le coup de filet lancé par la DST contre les FARL de Georges Ibrahim Abdallah. On dit même qu'à cette occasion il fut à deux doigts de démissionner. R. B.

tie présidentielle, la seconde à la suite d'une expertise médicale. Entre-temps, Action directe s'est transformée. Depuis le début de 1982, les contacts se multiplient avec l'étranger. Un courant « européen », « internationaliste » se rapproche de la Fraction Armée rouge en Allemagne, de Prima Linea et des Brigades rouges en Italie, des Cellules communistes combattantes en Belgique. Un courant « national », issu en particulier des « squatters », estime que toutes les actions doivent être liées aux « lutttes quotidiennes des masses » : immigration, chômage, logement, pauvreté.

Au commissaire Claude Cancès, patron de la Brigade criminelle, qui l'interroge le 10 août 1982, Jean-Marc Rouillan confie : « Action directe m'échappe, les durs prennent le pou-

voir. » Une nouvelle génération de militants a surgi, nourrie par l'expérience des terrorismes urbains allemand et italien. Des structures clandestines rigides sont mises en place. Les membres d'Action directe sont divisés en sections étanches de quatre ou cinq membres sans liens les unes avec les autres, pour limiter les possibilités d'infiltration policière. Désormais, l'organisation ne se contentera plus de plastiquer des ministères, des sièges de grandes entreprises et d'institutions internationales. Comme en Allemagne et en Italie, on dresse des listes de personnalités à abattre.

Le tournant décisif est pris le 15 janvier 1985, avec la fusion d'Action directe et de la Fraction Armée rouge. A l'époque, les principaux dirigeants d'Action directe sont en pri-

son, comme Régis Schleicher, impliqué dans l'affaire de l'avenue Trudaine, ou en cavale, comme Jean-Marc Rouillan, Nathalie Méningon ou Joëlle Aubron, la femme de Schleicher, ancienne étudiante en cinéma à Vincennes. En fait de fusion, c'est une sorte d'OPA qui vient de réussir : celle du mouvement terroriste allemand sur la petite organisation française. D'ailleurs le communiqué revendiquant la première « exécution » d'Action directe — l'assassinat du général René Audran, directeur des affaires internationales au ministère de la Défense, le 25 janvier 1985 — est visiblement traduit de l'allemand.

En France, il n'y a jamais eu de base populaire réelle, de mouvance politique véritable pour le terrorisme. En Allemagne fédérale, en

LA DERNIÈRE INTERVIEW DE GEORGES BESSE

“Ne jamais avoir à se renier”

Le PDG de Renault
en octobre 1985 aux usines de Flins

Voici comment le patron de la Régie définissait sa « philosophie » quelques semaines avant sa mort

Le Nouvel Observateur. — A l'extérieur, c'est-à-dire dans les cabinets ministériels, on vous reproche parfois de ne pas aller assez vite.

Georges Besse. — Je suis extrêmement frappé de voir le nombre de conseillers que l'on peut avoir de l'extérieur. Les « y a qu'à », « faut qu'on », « mais vraiment vous n'y comprenez rien mon cher monsieur », « à votre place je ferais ceci... cela... ». Le nombre de gens qui savent de l'extérieur est formidable. C'est très rassurant sur le genre humain. Et puis la France est un peu bizarre. Tout ce qui n'est pas sonore, en France, n'existe pas. Ça, c'est la vérité de l'extérieur. Ma vérité d'expérience à moi, c'est qu'en général ce qui est sonore cache une absence de décision. Plus un truc est sonore, plus des dirigeants font du bruit, plus il faut vous dire : qu'est-ce qu'ils veulent cacher ?

N. O. — Ça explique votre discrétion...

G. Besse. — C'est ma philosophie. Quand une entreprise comme Renault subit le traumatisme qu'elle a subi, c'est ressenti jusqu'aux racines de la maison. Quand on perd 12,5 milliards, j'aime autant vous dire que la maison vacille sur ses bases. Quand, en plus, les employés de Renault se font injurier à l'extérieur, quand on leur dit cette phrase qui a circulé dans toute la presse ou dans les lettres qu'on recevait : « Monsieur, quand on vous achète une voiture, on la paie deux fois ; une fois comme contribuable, une fois comme client », ça fait un plaisir fou... Quand, enfin, vous entendez à la radio un ministre dire : « Vous savez, j'ai une R 25, elle est tombée en panne dans la cour de l'ambassade du Japon... », c'est affreux... Les gens serrent les dents, vous ne pouvez pas



imaginer. Alors il faut faire ce qu'il faut. Mais il ne faut pas en rajouter.

N. O. — Il faut pourtant dire la vérité.

G. Besse. — Il faut dire toute la vérité qui est nécessaire à dire. La vérité, c'est avoir une position qui vous permette de ne plus vous renier dans la suite des temps. C'est ça qui est essentiel. Parce que, quand vous faites une opération de redressement comme celle-là, vous pouvez être amené à changer d'avis, ça

peut arriver, parce que ça ne s'est pas déroulé comme vous avez voulu, parce que les temps ont changé, parce que ceci, parce que cela... A ce moment-là, vous dites : « Ecoutez, voilà ce qu'on avait voulu faire, voilà pourquoi on s'est cassé la gueule, et on change pour telle et telle raison. » C'est ça, la vérité. Avoir une position telle qu'on n'ait jamais besoin de se renier.

Propos recueillis par Georges Valance

LES TUEURS SONT PARMIS NOUS

→ revanche, les racines de la révolte urbaine ont survécu à l'anéantissement de la première génération de la RAF — une victoire que les policiers croyaient pourtant totale. Et on en est aujourd'hui à la troisième génération de la RAF. La première était celle de la bande à Baader. La seconde, celle des desperados qui lui ont survécu, très péniblement, à la fin des années 70. La troisième est composée d'hommes et — surtout — de femmes de 30 ans, qui viennent directement des mouvements pacifistes, écolos et alternatifs.

Les plus durs du mouvement pacifiste n'ont pas pu supporter que leurs cris, qui rencontraient pourtant un large écho dans l'opinion allemande, restent sans conséquences et sans résultats. Et ils sont passés à l'action. D'abord contre des immeubles ou des installations de l'OTAN et de l'armée américaine. Puis contre des hommes. Il y a eu près de 600 attentats ces deux dernières années en Allemagne fédérale. Et trois assassinats d'hommes clés : Ernst Zimmermann, président des Industries aéronautiques, Karl Heinz Beckurts, administrateur de Siemens, et Gerald von Braummuehl, haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères. Tous ont été revendiqués par la RAF.

En France, Action directe a suivi depuis deux ans une voie parallèle. Neuf attentats en 1984, 16 en 1985, 12 en 1986. Et quatre assassinats ou tentatives d'assassinat avant l'attentat contre Georges Besse. Une fois de plus, la technique terroriste des tueurs est allemande mais leur mémoire politique est française.

C'est dans les souvenirs déjà poussiéreux des soixante-huitards, et dans l'histoire sociale turbulente de la « forteresse ouvrière » que les assassins de Georges Besse sont allés symboliquement puiser le nom de leur commando. Pierre Overney : ceux qui avaient 20 ans en 1968 s'en souviennent, c'est ce jeune ouvrier maoïste tué par un vigile de la Régie Renault, Jean-Antoine Tramon. Plus de 200 000 personnes avaient assisté à son enterrement au Père-Lachaise. Fallait-il venger Overney ? La question agita pendant des mois les mouvements gauchistes. Les maos marquèrent le coup en enlevant un cadre du service du personnel de Renault, Robert Nogrette, mais il ne fut jamais question pour la Nouvelle Résistance populaire, qui détenait Nogrette, de le tuer.

Un an et demi après le meurtre, la Gauche prolétarienne — dont Pierre Overney était membre — s'autodissolvait. Une façon de refuser le passage au terrorisme. Le gauchisme français, parrainé par Sartre, Foucault et Clavel, ne voulait pas tuer. Position idéologique difficile à tenir et à défendre en pleine montée des terrorismes allemand et italien. En France d'ailleurs, quelques-uns des maos, souvent parmi les plus jeunes, refusaient d'admettre que Pierre Overney ne serait jamais vengé. Le 23 mars 1977, Jean-Antoine Tramon était assassiné par les « Noyaux armés populaires pour l'Autonomie du Proletariat ». Ces NAPAP d'où sont issus quelques-uns des fondateurs d'Action directe....



News-Gamma



AFP

Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron dont les portraits figurent sur les affiches diffusées par la police dès le 20 novembre

Le texte du tract d'Action directe, trouvé mardi au métro Raspail, et revendiquant sans le citer explicitement l'assassinat de Georges Besse, aurait d'ailleurs pu porter, dix ans plus tôt, la signature des NAPAP. Même langue de plomb. Même paléo-ouvriérisme. Il y est question de « construire le front politico-militaire en Europe de l'Ouest, en tant que partie de l'affrontement mondial entre prolétariat international et bourgeoisie impérialiste » et de « construire l'organisation communiste à partir des usines et des quartiers ». Un discours idéologique qui est aussi pour les enquêteurs la plus lisible des signatures. Et qui n'annonce pas une enquête facile.

S'ils connaissent assez bien le passé d'Action directe, grâce aux interrogatoires de Jean-Marc Rouillan, de Nathalie Ménigon, de Régis Schleicher, et surtout grâce aux 150 kilos d'archives d'André Olivier, l'ancien prof passé du spontanéisme au terrorisme, pilier lyonnais de l'organisation, arrêté le 28 mars 1986, les enquêteurs ne savent toujours pas précisément comment s'articulent la branche « internationaliste » et la branche « nationale ». Ils ne savent pas davantage comment se sont répartis entre les deux courants les effectifs d'Action directe. « Il n'est pas exclu d'ailleurs que les membres de la branche "internationaliste" et ceux de la branche "nationaliste" aient des contacts et, le cas échéant, qu'ils coopèrent de manière occasionnelle, ne serait-ce qu'au niveau de la logistique », écrivait, à la fin de l'année dernière, dans une note destinée à Pierre Joxe, le contrôleur général François Le Mouél, responsable de l'Uclat.

Tout se passe cependant comme si les deux branches d'Action directe agissaient de façon totalement autonome, du moins quant au choix des moyens et des objectifs. Les uns,

fidèles à leurs stratégies d'ancrage dans la vie quotidienne, plastiquent le 1^{er} novembre le siège de la compagnie aérienne Minerve, qui a transporté les 101 Maliens expulsés, ou dynamitent les bureaux de l'Office national d'Immigration. Les autres, qui ont une liste de cibles, préparent patiemment l'attentat contre Georges Besse. En échangeant peut-être avec les premiers des informations, des armes, des planques...

Une coexistence qui peut aussi être conflictuelle. Dans deux semaines doit s'ouvrir à Paris, devant la cour d'assises, le procès des quatre inculpés de la fusillade de l'avenue Trudaine. Action directe avait revendiqué, dix-sept mois après les faits, la mort des deux policiers abattus et contraint Régis Schleicher et ses coïnculpés à durcir leur système de défense. L'assassinat de Georges Besse avait-il aussi pour but d'exercer une pression sur les jurés pour les inciter à une plus grande sévérité, et provoquer, par contrecoup, une nouvelle radicalisation du mouvement, souhaitée depuis des mois par les « internationalistes » ?

Pour les policiers, une chose est sûre : il n'est pas plus facile de terroriser les terroristes français que ceux du Moyen-Orient. Charles Pasqua d'ailleurs a bien changé de discours. Il lui a fallu non seulement constater son impuissance devant les poseurs de bombes — qui courent toujours — mais aussi faire l'éloge de « la réelle collaboration franco-syrienne ». Fini les commentaires condescendants sur la naïveté et l'incompétence des prédécesseurs. Oublié les envolées électorales et les promesses musclées de retour à l'ordre. Les Français doivent désormais apprendre à vivre avec le terrorisme. Malgré le terrorisme.

**RENÉ BACKMANN et
JEAN-PAUL MARI ●
avec Pierre Blanchet**